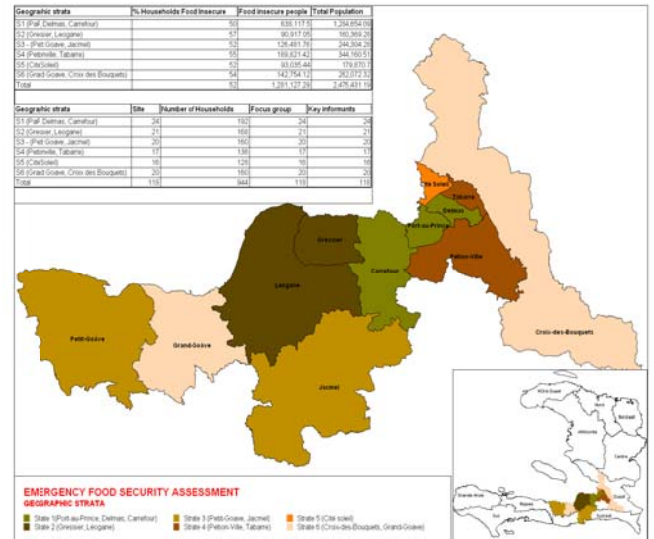




Résumé exécutif

- Un mois après le séisme du 12 janvier 2010, une enquête d'évaluation a été réalisée dans les différentes zones affectées, dont l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, Grand Goave, Croix des Bouquets, Léogane, Gressier, Jacmel et Petit Goave (figure 1). Conduite par la CNSA, en partenariat avec le PAM, Fewsnat, ACF, Oxfam et la FAO, cette enquête cherchait à évaluer les modes de vie, la sécurité alimentaire des ménages hébergés ou déplacés et la malnutrition infantile dans les différents camps d'hébergement et d'autres zones de refuge.

Figure 1: Zones dans lesquelles l'enquête a été réalisée



- Les résultats font état d'une détérioration de la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le séisme. En effet, 32% des ménages ont actuellement une consommation alimentaire pauvre et à la limite de l'acceptable, alors qu'en 2007 cette proportion était de 25% (PAM/CNSA, Enquête ACSAV 2007). De plus, environ 52% des ménages des zones affectées, soit près de 1.3 millions d'individus, se trouvent en insécurité alimentaire. Ce sont surtout ceux qui vivent dans les camps (69%) ou qui se réfugient en dehors de leur zone d'origine (72%). La grande majorité tire son revenu du travail non qualifié, de l'assistance sociale ou ne dispose d'aucune source de revenu. Ce nombre vient grossir le rang des personnes déjà en insécurité alimentaire chronique et transitoire, estimé à près de 3 millions après le séisme. Les données suggèrent aussi que les niveaux de malnutrition infantile (MUAC inférieur à 125 mm) sont plus élevés parmi les populations déplacées et hébergées dans les camps. Des cas de toux, de fièvre et de diarrhée sont signalés chez ces enfants.

- Sur le plan global, les conditions de disponibilité et d'accessibilité demeurent relativement stables par rapport aux semaines qui précèdent l'enquête. Les récoltes de certains produits locaux (haricot d'hiver, pois Congo, tubercules, produits maraichers, Citrus, etc.) se poursuivent et les marchés sont bien approvisionnés. Cela explique la tendance à la baisse des prix de certains produits comme le haricot, le riz local, etc. au niveau des marchés, sauf dans le Sud où les dernières pluies ont endommagé certaines infrastructures et occasionné la hausse des prix de la farine, du sucre et de l'huile de cuisson. Au niveau de l'Aire métropolitaine, les prix tendent à se stabiliser certes, mais demeurent encore élevés. Parallèlement, les préparatifs vont bon train en prévision de la saison agricole de printemps. La planification des actions est en cours (appui en intrants aux agriculteurs, réhabilitation et construction des systèmes d'irrigation, etc.) en vue d'une meilleure performance de la saison cette année, ce qui, à la fin, augmenterait la disponibilité alimentaire locale.
- La saison pluvieuse s'annonce déjà menaçante; parallèlement, la saison cyclonique se rapproche. Selon les experts de la NOAA, elle serait au dessus de la normale cette année. La vulnérabilité accrue de la population aux catastrophes naturelles fait appel à plus de vigilance et à une meilleure préparation en vue de mieux gérer les risques traditionnels de désastres.
- Il est recommandé aux gouvernements et aux partenaires internationaux de : i) Implémenter les programmes de cash for Works dans les différentes zones affectées ; ii) Etendre les programmes de cantines scolaires dans l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince si possible; iii) Fournir un support d'urgence au secteur agricole en vue d'une reprise rapide de la production locale; iv) Implémenter des programmes de mitigation pour faire face à la saison pluvieuse et cyclonique; v) Mettre en place des programmes filet sécurité alimentaire dans les zones affectées et où sont hébergées les populations déplacées; vi) Améliorer et étendre les programmes de récupération nutritionnelle, de cantines scolaires, de Food For Works, etc., au profit des populations en insécurité alimentaire chronique.

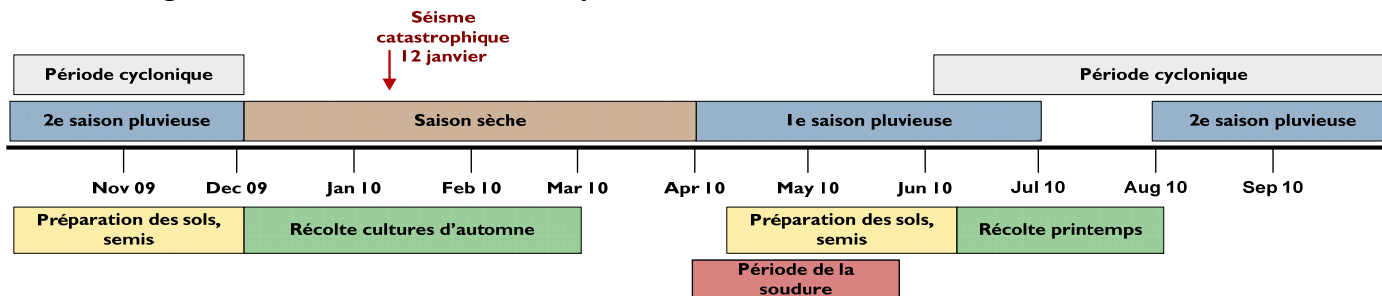
Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Pour contacter la CNSA : 24, rue Ogé, Pétion-Ville Haiti.
Tel : 2434-3545 / 2510-3933
Email : cnsa@cnsahaiti.org
www.cnsahaiti.org

Calendrier agricole et des événements marquants



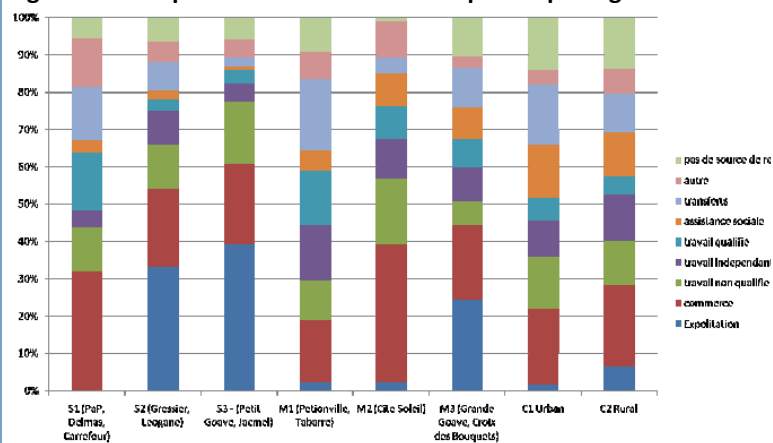
Principales implications du séisme sur la sécurité alimentaire

L'analyse sommaire de la sécurité alimentaire ici renvoie aux résultats de l'enquête sur la situation de sécurité alimentaire en situation d'urgence menée dans les zones affectées par le séisme du 12 janvier dernier. Les variables considérées sont le revenu, la consommation, la malnutrition infantile et les besoins prioritaires des ménages hébergés ou déplacés.

-Sources de revenus et indice de richesses après le séisme.

Le commerce est la première source de revenus des populations des zones affectées par le séisme. En effet, il représente plus

Figure 2: Principales sources de revenus après le passage du séisme



Source : EFSA, février 2010

de 20% des revenus des familles, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. L'exploitation agricole, qui se fait surtout en milieu rural, est la deuxième source de revenu des ménages: 8 à 10% d'entre eux (contre 2% en milieu urbain) tirent leur revenu de cette activité. Par contre, le travail non qualifié (15%), l'assistance sociale (14%) et surtout les transferts d'argent (18%) sont des sources de revenus très importantes, après le commerce, pour les familles hébergées en milieu urbain. L'importance de ces sources résulte du fait que la majeure partie des transferts et de l'assistance humanitaire, apportée après la catastrophe, a été concentrée dans les zones sinistrées pour la plupart urbaines. On note aussi qu'environ 15% des familles déclarent n'avoir aucune source de revenu, ceci tant en milieu urbain qu'en milieu rural (voir figure 2).

La configuration est approximativement la même au niveau des différentes communes sur lesquelles l'évaluation a porté. Dans l'Aire métropolitaine, le commerce constitue la première source de revenus. Par exemple, au total plus de 40% des familles hébergées à Port-au-Prince, Delmas et Carrefour s'adonnent au commerce (plus de 30%) et au travail non qualifié (12%). Pour Pétion-ville et Tabarre cette proportion est moindre, soit à peine 28%. Le travail indépendant et le travail qualifié (30%) ainsi que les transferts de l'étranger (20% environ) constituent donc les principales sources de revenus de la plupart des familles hébergées. Cité soleil a remporté la palme avec une proportion de près de 58% s'adonnant au commerce (environ 40%) et au travail non qualifié (18%).

Dans les communes de Gressier, Léogane, Croix des Bouquets, Grand Goave, Petit Goave et Jacmel, l'exploitation agricole est la principale source de revenu, suivie du commerce. En effet, à Gressier et Léogane, où les impacts du séisme ont été les plus sévères, plus de 50% des familles hébergées recourent à l'agriculture (plus de 30%) et au commerce (20%) comme principales sources de revenus et seulement 12% s'adonnent au travail non qualifié. Au niveau des communes de Jacmel et de Petit Goave, plus de 60% des familles hébergées s'adonnent à l'agriculture (40%) et au commerce (environ 21%). Le travail non qualifié (près de 18%) y est la troisième source de revenus. Les communes de Grand Goave et de Croix des Bouquets présentent un tableau plus ou moins similaire. Environ 54% des familles hébergées pratiquent l'agriculture (25%), le commerce (18%) et le travail indépendant (10%). A peine 10% d'entre eux bénéficient de transferts et une proportion semblable déclare n'avoir aucune source de revenus. Il est à souligner que les communes de Cité soleil, de Grand Goave et de Croix des Bouquets figurent parmi celles dont les individus recourent le plus à l'assistance sociale en guise d'exercer une activité génératrice de revenus.

Ces résultats montrent que les sources de revenus n'ont pas vraiment changé au lendemain du séisme. On doit reconnaître cependant que le niveau de revenus a largement diminué, avec les pertes massives d'emplois, tant au niveau formel qu'informel. De plus, avec la destruction du centre ville, zone où se concentrent les activités commerciales, certains ménages changent non seulement d'activités mais aussi de zones, ce qui altère inéluctablement leur niveau de revenu. Le calcul de l'indice de richesse avant et après le séisme semble confirmer cette assertion (tableau ci-contre).

Comparaison des index de richesse avant/après		Index de Richesse groupes MAINTENANT			Total
		Les plus pauvres	Moyens	Les plus aisés	
Index de Richesse Terciles AVANT	Les plus pauvres	25%	6%	1%	32%
	moyens	16%	18%	0%	35%
	Les plus aisés	11%	5%	17%	34%
Total		52%	30%	18%	100%

Avant le séisme, les plus pauvres comptaient pour 32%, les moyens 35% et les plus aisés 34%. La proportion des plus pauvres a cru considérablement passant à 52%. Ceci est dû au fait que le nombre de ménages moyens et aisés aurait diminué, passant respectivement à 30% et 18%. Certains, ayant perdu leurs biens ou des parents apporteurs de ressources, tombent maintenant dans la catégorie des plus pauvres. Ainsi, ils se voient rapidement basculés dans l'insécurité alimentaire chronique, passagère ou transitoire.

-Incidence de l'insécurité alimentaire avant et après le séisme. L'incidence de l'insécurité alimentaire a progressé d'un cran, le score de consommation alimentaire ayant reculé d'environ sept points. En effet, suivant l'enquête ACSAV 2007, l'incidence de l'insécurité alimentaire (Consommation alimentaire pauvre + consommation alimentaire à la limite de l'acceptable) a été de 25% pour l'ensemble du pays. En février 2010, elle est de 32%, soit une progression de sept points de pourcentage par rapport à 2007.

L'incidence est néanmoins plus forte en zone rurale (48%) qu'en milieu urbain (41%) et il existe une disparité plus ou moins importante entre les différentes zones enquêtées. Dans la strate regroupant Port-au-Prince, Carrefour et Delmas, 27% des familles hébergées sont dans l'insécurité alimentaire tandis qu'à Pétion-ville et Tabarre, cette proportion est de 32%. Ce qui paraît encore plus contrasté, c'est que, dans l'Aire métropolitaine, Cité Soleil présente l'incidence la plus faible (22%). Un autre contraste existe aussi entre la strate regroupant Petit Goave et Jacmel avec celle de Grand-Goave Croix-des-Bouquets. Le taux d'insécurité alimentaire dans la première accuse 30% tandis que celui de la deuxième est de 20%, soit la plus faible incidence pour les régions enquêtées. Il faut remarquer que les plus fortes incidences sont observées parmi les ménages qui dépendent essentiellement du travail non qualifié (54%), de l'assistance sociale (55%) et ceux qui ne disposent d'aucune source de revenus (35%).

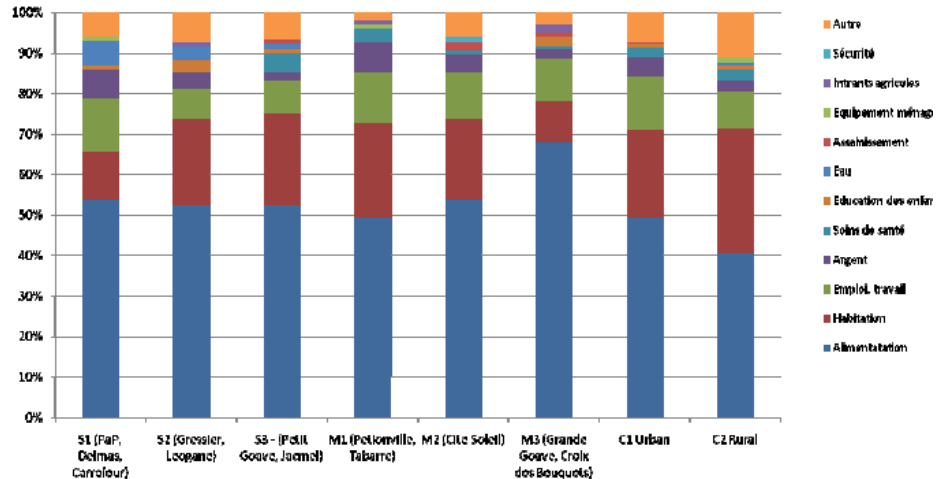
L'enquête a permis aussi d'estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire suite à la catastrophe du 12 janvier. Selon le tableau ci-contre, la population des zones enquêtées est estimée à près de 2.5 millions de personnes, dont environ 1.3 millions se trouvent en insécurité alimentaire sévère (52% de la population estimée). Ce qui semble curieux est que dans toutes les zones enquêtées, la proportion de population en proie à l'insécurité

Food Insecurity by Geographic Strata			
Geographic strata (camp and not camp residents together)	Total Population	Percent of Households that are Food Insecure	Number of food insecure people
S4 (Petionville, Tabarre)	344,161	55%	189,821
S5 (Cite Soleil)	179,871	52%	93,035
S6 (Grand Goave, Croix des Bouquets)	262,072	54%	142,754
S1 (PaP, Delmas, Carrefour)	1,284,654	50%	638,118
S2 (Gressier, Leogane)	160,369	57%	90,917
S3 - (Petit Goave, Jacmel)	244,304	52%	126,482
TOTAL	2,473,219	52%	1,281,127

alimentaire est supérieure ou égale à 50%. Les communes de Gressier et de Léogane (S2) présentent la plus forte proportion de personnes, soit 57% de l'effectif de leur population. Pétiion-ville et Tabarre (S4) ainsi que Grand Goave et Croix des Bouquets (S6), accusent des taux respectifs aussi élevés, soit 55% et 54%. Les communes de Port-au-Prince, Delmas et de Carrefour (S1), malgré l'effectif le plus élevé de population, présentent le taux le plus faible (50%).

L'insécurité alimentaire a aussi augmenté dans le reste du pays avec plus d'un demi million de déplacés se dirigeant pour la plupart vers les zones déjà en proie à l'insécurité alimentaire aigue et chronique. Dépourvus de moyens et d'opportunité, ces déplacés représentent maintenant un fardeau pour les populations hôte. Il existe donc une forte probabilité pour que la situation empire dans ces différentes zones.

Figure 3: Besoins prioritaires dans l'immédiat exprimés par les ménages



Source: EFSA, 2010

-Besoins prioritaires des familles sinistrées :

Pour l'heure, en milieu urbain comme en milieu rural, les ménages hébergés et déplacés estiment que leurs besoins les plus urgents sont, en ordre décroissant, l'alimentation, le logement et l'emploi (figure 3). Ces préoccupations ne vont pas varier au cours des prochains mois. Sauf que l'éducation des enfants tend à prendre de l'importance à mesure que les jours s'écoulent.

Situation de sécurité alimentaire générale

Accessibilité, Disponibilité et utilisation des aliments

-Prix des aliments, emplois.

La bonne performance de la saison d'hiver et l'approvisionnement régulier des marchés sont deux facteurs qui semblent induire une baisse des prix de certains produits alimentaires sur les différents marchés. Cette baisse est surtout notoire pour les produits locaux et importés comme le haricot, le riz, etc. au niveau de certains départements (Centre, Sud-est, etc.). Mais dans le Sud, les pluies de la dernière décade de février, ayant endommagé certaines infrastructures, ont entraîné une augmentation des prix de la farine, du sucre et de l'huile de cuisson. Au niveau de l'Aire métropolitaine, les prix tendent à se stabiliser certes, mais demeurent encore élevés par rapport à leur niveau antérieur au séisme.

Par ailleurs, les activités de cash for Works, qui se poursuivent dans les différentes zones affectées, sont de nature à garantir l'accès aux produits alimentaires de base. On estime que de janvier à février 2010, plus de 30 milles personnes y ont été engagées. En outre, des travaux de déblayage de débris, de drainage des canaux et de ramassage des déchets solides ont démarré à la fin de février. Environ 86,403 travailleurs seront encore embauchés dans le cadre de l'implémentation de ces activités. On doit reconnaître que ces initiatives louables, étant de courte durée, ne peuvent pas être une solution au problème du chômage structurel qui touche actuellement la population active haïtienne. Il faudrait aussi envisager des stratégies viables pour enclencher un processus de croissance durable et soutenu, dont les fruits seraient bénéfiques à toutes les couches de la population. Le processus de la reconstruction du pays pourra aider à la matérialisation de cet objectif.

-Disponibilité alimentaire

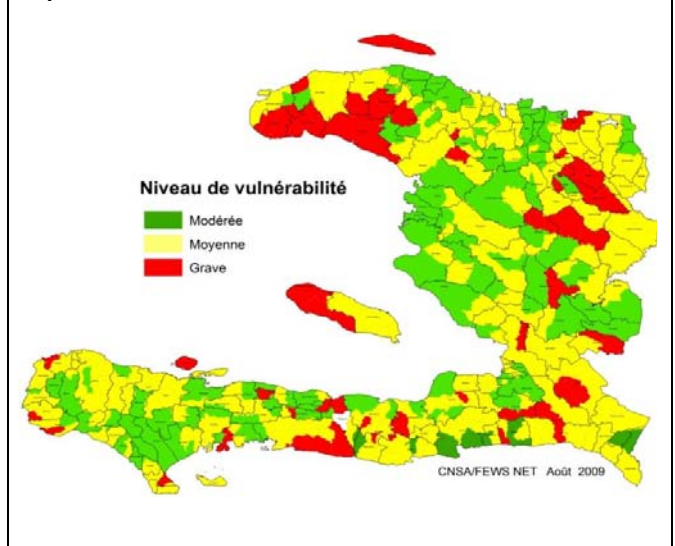
La disponibilité alimentaire tend à se stabiliser avec la distribution de l'aide d'urgence dans les zones de refuge et les conditions agricoles plus ou moins favorables dans les principales zones de production. Les récoltes de haricot d'hiver continuent et tout porte à croire à une meilleure saison que l'année dernière. Les superficies emblavées en riz, en haricot, etc., notamment dans les zones irriguées, ont également augmenté. Les produits locaux encore abondants demeurent les maraichers en provenance surtout de l'Artibonite et de l'Ouest (e.g. Kenskoff) et les citrus provenant des montagnes humides et des plaines irriguées. Les marchés de la capitale et d'autres grandes villes sont donc bien approvisionnés en produits alimentaires locaux et importés.

De plus, les préparatifs vont bon train en prévision de la grande campagne agricole de printemps, la plus importante pour sa grande contribution à la production agricole annuelle (au moins 60%). La réussite de la saison dépend néanmoins de différents facteurs. Au niveau du gouvernement, les besoins ont déjà été évalués: opérations de labourage, intrants de base aux exploitants, systèmes d'irrigation, stocks stratégiques de nourritures, conservation et transformation des produits agricoles. Il est prévu qu'environ 30 milles hectares de terres seront labourés et emblavés, dont 10 milles seront financés par l'USAID, dans le cadre du projet WINNER. Les 20 milles hectares restant bénéficieront d'un financement du PNUD et de la Coopération brésilienne.

Des milliers de tonnes d'intrants de base seront distribués aux exploitants. Il s'agit, d'une part, des semences de haricots (1400 tonnes), de maïs (2000 T), de riz (500 T), de petit mil (500 T), de pois congo (200 T), des boutures de patates douce (5 millions), de plan d'igname (5 millions), des drageons de bananes (2 millions), des boutures de manioc (2 millions) et de produits maraichers (20 T). D'autre part, 55 milles tonnes d'engrais, dont 78% sont déjà disponibles, seront octroyées à des prix subventionnés. Le Gouvernement haïtien en a déjà acheté 20 milles tonnes; le Japon et l'Initiative Clinton fourniront respectivement 13 milles et 10 milles tonnes. Il en reste seulement 12 milles tonnes à rechercher.

Tout cela est envisagé dans la perspective d'améliorer la performante de la saison printanière, ce qui augmenterait la disponibilité en maïs, haricots, pois Congo, racines et tubercules, et permettrait de mieux répondre à la demande locale. Il est souhaitable que ces investissements prennent en compte la carte de vulnérabilité à l'indisponibilité alimentaire (figure 4) qui indique clairement les zones agricoles moins vulnérables (couleurs verte et jaune). En d'autres termes, les investissements doivent se concentrer dans les zones à forte potentialité agricole où un renforcement des programmes peut contribuer effectivement à un accroissement de la disponibilité alimentaire.

Figure 4: Carte de vulnérabilité au problème de disponibilité alimentaire



-Utilisation des aliments : Situation nutritionnelle des moins de cinq ans, innocuité des aliments

Le bulletin précédent a appelé l'attention sur l'insalubrité dans les différentes zones où sont hébergées les familles déplacées. L'accent a été surtout mis sur le risque de maladies diarrhéiques susceptibles d'affecter l'utilisation des aliments par l'organisme. Comme il a été prévu, l'enquête a fait ressortir effectivement des cas de diarrhée, de toux et de fièvre surtout chez les enfants malnutris des différents lieux d'hébergement. En effet, les données analysées ont montré que 6% des enfants des familles enquêtées ont un MUAC inférieur à 125 mm tandis que 1.3% ont une malnutrition sévère, le MUAC étant inférieur à 115 mm. La prévalence d'un MUAC inférieur à 125 mm est particulièrement élevée parmi les populations déplacées et hébergées dans les camps. La plupart des enfants ayant un MUAC faible, ont eu de la diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête et ces enfants sont plus susceptibles de contracter la toux et la fièvre.

Plus important encore, le problème de l'insalubrité des points de vente des aliments n'est pas encore réglé. Ainsi, sur les différents marchés de la capitale (Bolosse, Martissant, Carrefour, Centre-ville, Pétiou Ville, etc.), les conditions dans lesquelles les aliments sont vendus représentent encore un grand danger pour la santé de la population. Cette insalubrité risque de compliquer davantage le problème de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans les camps d'hébergement.

Gestion des risques et des désastres

Le début imminent de la saison pluvieuse, alors qu'une bonne partie de la population déplacée ne dispose pas encore de tentes ou d'autres abris plus appropriés, est particulièrement préoccupant. Ceci d'autant plus que les pluies devraient, selon les experts, être supérieures à la normale et que les conditions météorologiques actuelles semblent confirmer ces prévisions. Depuis la dernière décade de février, de fortes pluies se sont précipitées sur les départements du Sud, des Nippes et de l'Ouest.

La situation est particulièrement grave dans le Sud où des dégâts matériels et humains ont été enregistrés. Certaines infrastructures (routes, ponts, bâtiments, etc.) ont été endommagées provoquant la coupure de ce département avec le reste du pays. Le bilan des pertes en vies humaines fait état d'environ 14 morts et 3 disparus. Dans les Nippes, où plus de 3 milles

personnes ont été évacuées, aucune perte humaine, a part un disparu, n'a été signalée. Mais les dégâts matériels sont énormes et le secteur agricole est fortement affecté. Dans l'Ouest, si aucun dégât ou pertes en vies humaines n'est à déplorer, les pluies représentent toutefois une menace pour les personnes hébergées dans les différents camps où des centaines de milliers de gens dorment dans des abris peu appropriés à cette situation. La vulnérabilité accrue de la population fait donc appel à plus de vigilance et à une meilleure préparation en vue de mieux gérer les risques traditionnels de désastres.

Recommandations

Tenant compte des résultats de l'enquête et du constat actuel, CNSA et ses partenaires recommandent au Gouvernement, aux bailleurs de fonds et aux différents intervenants sur le terrain (mairies, agences des Nations-Unies, ONGs, secteur privé, société civile) :

a) Pour les trois prochains mois

- D'implémenter les programmes de nourriture et de cash for Works dans les différentes zones affectées ;
- D'étendre les programmes de cantines scolaires dans les aires ayant accueilli les déplacés ;
- De fournir un support d'urgence au secteur agricole en vue d'une reprise rapide de la production locale ;
- D'implémenter des programmes de mitigation en vue de pallier à la saison pluvieuse et des cyclones.

b) Au-delà des trois prochains mois

- De mettre en place des programmes de filet sécurité alimentaire dans les zones affectées et où sont hébergées les populations déplacées ;
- De mettre sur pied des programmes d'achats locaux... ;
- D'améliorer et étendre les programmes de récupération nutritionnelle, de cantines scolaires, de Food For Works, etc.) au profit des populations en insécurité alimentaire chronique.